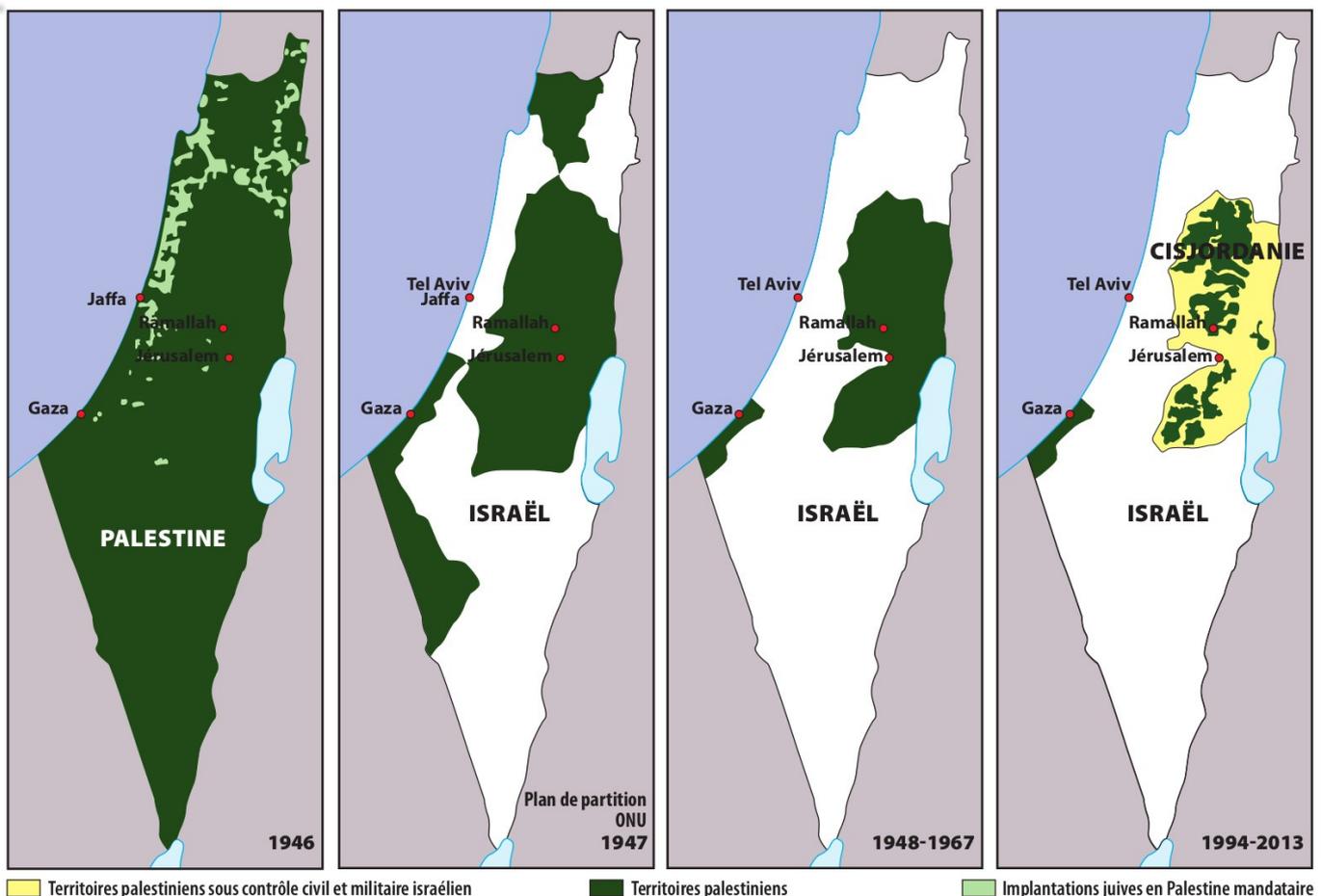


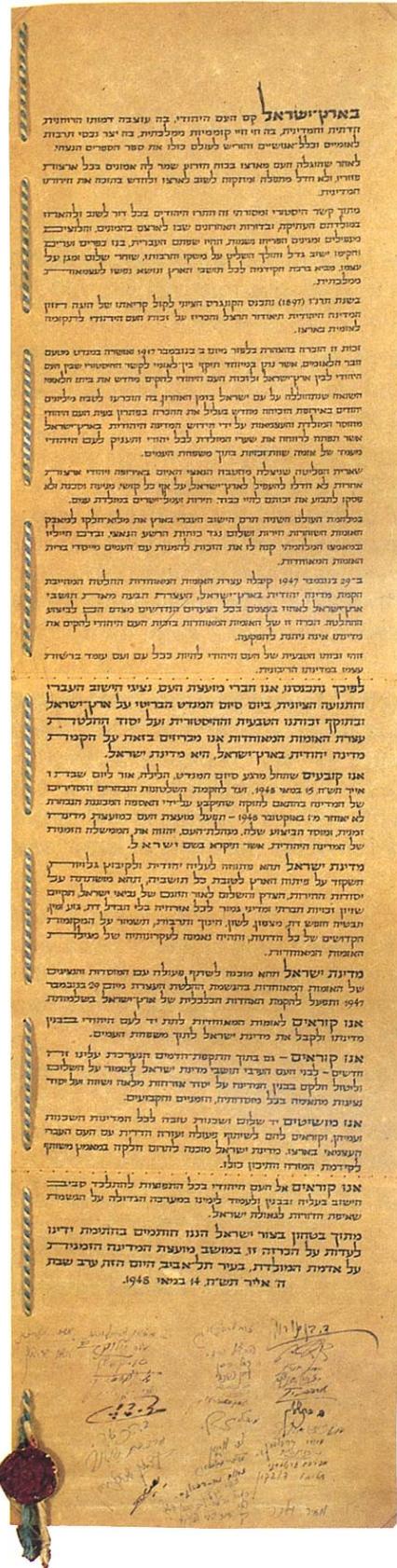
# Les raisons de la situation actuelle au Proche-Orient

par Pierre Miléo, docteur en histoire,  
membre du CREAL76

## ÉVOLUTION DE LA PALESTINE DEPUIS 1946



# Les raisons de la situation actuelle au Proche-Orient



Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël  
14 mai 1948

Le 7 octobre dernier, la fin de la *Pax americana*<sup>1</sup> au Moyen-Orient a cessé définitivement. Cette paix qui était encore célébrée peu de temps auparavant, dans les instances internationales dont l'ONU, a laissé la place à l'affrontement armé entre Israël et certains mouvements djihadistes palestiniens, dont le Hamas qui a répandu la terreur et les massacres de population dans les communautés et villes israéliennes longeant la frontière de la bande de Gaza. Malgré la surprise et l'effroi, la réplique de Tsahal, l'armée israélienne, ne s'est pas fait attendre et le conflit semble dégénérer en un paroxysme de violence, où chacun des acteurs en présence ne parle que « d'éradication » de l'adversaire. Mais quelles sont les raisons d'un tel développement de haine et de violence, qui risque à terme de dégénérer en un conflit armé plus large, alors que la « détente » semblait s'amorcer entre Israël et certains pays arabes.

Pour les comprendre nous analyserons, à grands traits, la situation en Israël et dans les territoires « sous autorité palestinienne » (Gaza et Cisjordanie) et les projets qui sous-tendent les choix politiques et belliqueux des deux parties en présence : Israël et le Hamas.

## La situation en Israël...

Après la déclaration d'indépendance d'Israël, le 14 mai 1948, les conflits entre le nouvel État d'une part, et les Palestiniens soutenus par les États arabes du Moyen-Orient n'ont jamais cessé. Ils se sont succédé de 1956 (crise de Suez) au 7 octobre 2023 : 1967 (guerre des Six-jours), 1973 (guerre du Kippour ou guerre du Ramadan), 1982 (invasion israélienne du Sud Liban).

Par ailleurs, les conflits entre les États musulmans de la région qui les ont suivis, d'abord entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), puis l'annexion du Koweït par l'Irak (1990) et les deux interventions de la

<sup>1</sup> Cf. Jean-Pierre FILIU, *Histoire du Moyen-Orient : de 395 à nos jours*, Paris, Seuil, p. 384- 391

coalition fondée par les États-Unis (1991 et 2003), sur fond de guerre entre milices religieuses au Liban (1975-2002) n'ont cessé d'impacter Israël, voire de provoquer son intervention. Toutes les tentatives d'organisation d'une paix dans cette région, sous la coupe permanente des États-Unis, ont échoué, même quand elles ont donné lieu à des accords<sup>2</sup>. Ce fut le cas de ceux de Camp David sous l'égide des présidents Carter et Clinton qui restèrent lettre morte ou ceux d'Oslo, les plus aboutis, qui pourtant furent à l'initiative des responsables israéliens dont Yitzhak Rabin (1922-1995) et palestinien, Yasser Arafat (1929-2004). Cependant, les extrémistes religieux des deux camps ont tout fait pour faire échouer ces processus, que ce soit les membres du Hamas (fondé en 1987) ou les électeurs de l'extrême droite israélienne qui arrive au pouvoir en 2009. Seuls ont pu être conclus des traités de paix séparés avec deux États musulmans, l'Égypte et la Jordanie. Le premier est conclu à Washington sous l'égide du président Carter en 1979. La seule partie relative à la rétrocession par l'État hébreu du désert du Sinaï à l'Égypte et au démantèlement de quelques colonies israéliennes déjà installées dans celui-ci est accordée. Mais la reconnaissance du droit des Palestiniens à une terre est ignorée. Le deuxième, avec le royaume de Jordanie en 1994, est le résultat d'une longue



Yasser Arafat.



Yitzhak Rabin

collaboration pacifique entre les deux États après les événements de septembre 1970 où le roi Hussein de Jordanie (1935-1999) chassa de son

royaume les Palestiniens du Fatha. Cette entente fut la seule des conséquences pacifiques de l'accord d'Oslo. En effet, l'initiateur israélien de ce dernier traité, Yitzhak Rabin, fut assassiné par un militant sioniste religieux d'extrême droite opposé à ce rapprochement israélo-palestinien. Dans la foulée, les élections législatives israéliennes portent au pouvoir une coalition de droite dont le leader, Benyamin Netanyahu, s'oppose à son application et, en particulier, à toute reconnaissance d'un droit à une terre pour les Palestiniens.

Si les travaillistes et leurs alliés reprennent le pouvoir en 1996, ils ne peuvent imposer (et s'en gardent bien) le retour au processus d'Oslo. D'autant que la tension au Moyen-Orient monte avec les différents conflits entre pays musulmans (Irak-Iran, Yémen, Koweït, Liban, coalition contre l'Irak, DAECH, Syrie, Libye, Émirats-Bahreïn). Tous ces conflits qui favorisent la montée des extrémistes de tous bords, et particulièrement religieux, terrorisent les populations sans protection et permettent la naissance d'alliances politiques redoutables pour la démocratie. Israël est un pays qui jusqu'à présent avait un fonctionnement politique démocratique.

<sup>2</sup> Bien sûr non respectés



Poignée de main historique lors de la signature des accords d'Oslo sur la pelouse de la Maison-Blanche, le 13 septembre 1993 : encouragé par Bill Clinton, Yasser Arafat tend la main vers Yitzhak Rabin, qui la saisit après une brève hésitation.

Mais depuis 2009, Benjamin Netanyahu, profitant de ces peurs et acceptant le renfort des petits partis d'extrême droite ou de sectes religieuses d'un autre âge<sup>3</sup>, s'enfonce dans une politique agressive envers les Palestiniens et leurs alliés. Il revendique des exceptions à la loi générale et arrive à former des majorités de circonstance pour les voter. Cette façon de gouverner remet en cause le fonctionnement démocratique égalitaire du pays et est condamnée par une part importante de la population israélienne<sup>4</sup> et par les lois internationales reconnues par de nombreux pays. Elle institue légalement l'inégalité des habitants devant la loi en raison de leur religion<sup>5</sup>. Un juif ne pourrait être jugé de la même manière qu'un musulman. De plus, le chef du

gouvernement israélien veut faire adopter une loi fondamentale où les juges de la Cour suprême ne pourraient plus juger les élus ou des responsables gouvernementaux pour leurs actes répréhensibles. Ce projet dont il serait le premier bénéficiaire est bien sûr combattu depuis sa parution par des manifestations massives tous les week-ends. Le soutien à ce projet de loi et à son auteur baissait régulièrement, laissant entrevoir son échec. L'attaque aveugle du Hamas sur des populations civiles le 7 octobre 2023 remet en selle Netanyahu et provoque une riposte disproportionnée du gouvernement israélien à l'encontre de la population gazaouie qui n'est pas coupable de cette agression.

### **Et dans les territoires occupés**

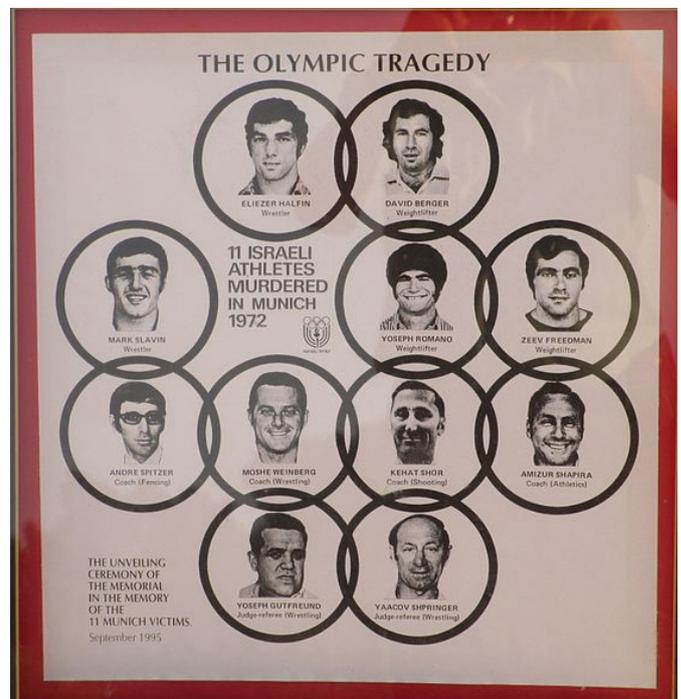
La déclaration d'indépendance d'Israël de 1948 évoquée plus avant, est une catastrophe pour les résidents musulmans qui s'y trouvaient. Échaudés par les atrocités évoquées à Deir Yassin (9 avril 1948) ou dans le port pétrolier de Jaffa, ils quittent massivement leur terre pour se réfugier en dehors des limites du nouvel État. Ils sont parqués dans des camps montés par les pays limitrophes où, après la fin des hostilités entre les armées des pays arabes et Israël, ils sont réduits à la misère. Commence alors une longue période d'oubli de ces populations jusque vers le milieu des années 1960. Les rivalités

<sup>3</sup> Pour les relations de B. Netanyahu avec l'extrême droite ou les sectes israéliennes, cf. Charles Enderlin, « En Israël, l'essor de l'ultra-nationalisme religieux », dans *Le Monde Diplomatique* N°822, septembre 2022, p. 18 et 19

<sup>4</sup> Cf. Charles Enderlin, « La colonisation, angle mort de la contestation, fronde historique en Israël », dans *Le Monde diplomatique* N°835, octobre 2023, p.6

<sup>5</sup> Cf. Loi israélienne du 19 juillet 2018 où il est écrit : « *L'État d'Israël est l'Etat-nation du peuple juif [...] La réalisation de ce droit à l'auto-détermination nationale dans l'État d'Israël est réservée au seul peuple juif* ».

entre les divers pays arabes amènent à la création de l'Organisation de libération de la Palestine (1964) par l'Égypte et du Fatah, créé par Yasser Arafat et soutenu par l'Arabie Saoudite (1965). Ces organisations palestiniennes lancent quelques raids et attentats sur le territoire israélien sans grand succès. Mais en juin 1967 les rivalités entre les différents pays arabes ne leur permettent pas d'affronter la nouvelle offensive d'Israël qui s'empare du Sinaï, de la Cisjordanie et du Golan. La dernière partie de la Palestine est aux mains des Israéliens. Dans les négociations qui suivent, l'ONU ne considère les Palestiniens que sous l'angle de population à secourir et ne mentionne pas leur droit à un État. Les masses palestiniennes des territoires occupés doivent alors franchir le Jourdain ou se réfugier au Liban. Les mouvements palestiniens n'ont plus alors qu'un seul recours : s'armer pour résister. Le Fatah le fait déjà et bénéficie du soutien de l'ensemble du monde arabe et en 1968, il affronte, avec le soutien de l'armée jordanienne, un assaut de l'armée israélienne qui oblige cette dernière à se retirer. L'OLP se consolide dans ses bases jordaniennes mais la direction du Fatah est de plus en plus contestée par sa fraction Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Ce dernier se lance dans des détournements d'avion et des attentats terroristes. C'est alors que le roi Hussein de Jordanie décide de mettre fin à ces agissements et ne veut plus d'organisations sur son territoire qui seraient « un État dans l'État ». Les fedayins, ne trouvant pas le soutien promis par la Syrie et l'Irak, doivent se retirer en Syrie et au Liban. La spirale terroriste



Visage des onze athlètes assassinés, mémorial de Tel Aviv (Israël).

trouve son aboutissement par l'enlèvement et l'assassinat d'athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich de 1972.

Ces divers attentats donnent lieu à des représailles de la part d'Israël souvent disproportionnées sur les populations palestiniennes l'entourant.

Cependant la direction du Fatah veut s'écarter de cette ligne car les attentats ne lui permettent pas la reconnaissance internationale nécessaire à la légitimation de ses revendications nationales et d'abord celle de disposer d'un État. Réfugié au Liban, Yasser Arafat organise le Fatah et se montre apte à conduire un peuple palestinien qui peut être reconnu par la communauté internationale. Mais il est pris en otage par la guerre au Liban où il doit montrer ses capacités à diriger un peuple alors que la guerre civile règne dans ce pays et qu'il est envahi par l'armée israélienne qui cherche à le capturer.

Enfin il réussit à quitter le Liban avec ses hommes sous la protection d'une force multinationale et à rejoindre la Tunisie qui l'accueille. Il y établit le siège de son mouvement. Les Israéliens étant rentrés dans Beyrouth ouest ont laissé les milices chrétiennes massacrer les populations de réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila. Mais en Palestine les événements s'accroissent : une nouvelle génération de Palestiniens veut prendre elle-même les choses en main et sonne la révolte. C'est la première révolte (Intifada) qui démarre à Gaza en décembre 1987. L'OLP se réunit à Alger et reconnaît, malgré l'opposition du FPLP, l'État de Palestine sur la base des résolutions de l'ONU, ce qui entraîne la création de deux États : un juif et un musulman. Cette concession étant faite, le Premier ministre israélien Yitzhak Shamir (1915-2012) refuse toute négociation avec l'OLP. Les formations politico-confessionnelles dissidentes des deux camps, dont le Hamas, en profitent pour reprendre à leur compte qui « *la Libération de toute la Palestine*<sup>6</sup> » qui « *les limites historiques d'Eretz Israël* ». Les chefs des organisations traditionnelles palestiniennes sont contestés. Pourtant, nous l'avons vu plus avant, très courageusement Yitzhak Rabin avait entamé une démarche qui avait des chances d'aboutir avec les accords d'Oslo et la proclamation de l'OLP de l'État de Palestine le 15 novembre 1988. Néanmoins la seconde révolte a lieu en 2000 quand Ariel Sharon vient provoquer les musulmans qui priaient devant la mosquée Al Aqsa. C'est au cours de ces événements que la



Des émeutiers palestiniens affrontent les forces de sécurité, au carrefour « Ayosh », près de Ramallah (lors de la seconde Intifada).

fracture s'amplifie entre les membres du Fatah et ceux du Hamas. Ce dernier prend le dessus lors des dernières élections démocratiques dans la bande de Gaza en 2007 et en chasse militairement les représentants du Fatah. Depuis la guerre entre Israël et le Hamas n'a jamais cessé. La dernière intervention de l'armée israélienne avant le 7 octobre 2023 remonte à l'été 2022 où vraisemblablement celle-ci n'avait pas pris conscience de la menace qui était en construction pour 2023.

### Une inévitable (r)évolution ?

Ce qui est remarquable dans ce conflit c'est la permanence des échecs de la paix qu'ont voulu imposer les représentants d'Israël, sous contrôle des USA, mis à part la période du gouvernement Y. Rabin (1992-1995). Les concessions accordées par l'OLP et particulièrement celle du partage de la Palestine en deux États et donc la reconnaissance de fait de celui d'Israël n'ont pas suffi à la droite et son extrême israéliennes

<sup>6</sup> Bien sûr, islamisée.

revenues au pouvoir en 1996 puis en 2009<sup>7</sup>. Bien au contraire, celles-ci commencent à coloniser la Cisjordanie occupée<sup>8</sup> malgré les protestations des États-Unis et de nombreux autres pays.

Mais, depuis 1990, l'agitation au Proche-Orient s'est déplacée vers les affrontements armés entre États dictatoriaux, consécutifs à la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988), et l'apparition d'organisations politiques musulmanes (Al Qaïda, Daech, OEI) qui défient les États existants et leur protecteur américain. Devant cette menace, les États-Unis directement attaqués (attaque des Twins Towers et du Pentagone, en 2001) interviennent

immédiatement dans ces pays (Iran, Afghanistan, Irak) sans succès. Les fiascos successifs du « Grand Satan<sup>9</sup> » l'amènent à s'en retirer militairement et à engager le processus des « accords d'Abraham » (15-9-2020) signés par les États arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc, qui avaient été précédés par ceux entre Netanyahu et Trump (28-1-2020). L'on a pu alors croire qu'Israël avait gagné la partie, surtout quand l'Arabie Saoudite avait annoncé sa volonté de les rejoindre. Mais ces signataires ont-ils cru ou supposé la disparition du peuple palestinien dans leur désir de signer une paix dont ce dernier aurait été exclu ?

## Conclusion

Les méthodes violentes et inqualifiables du Hamas doivent être condamnées avec une sévérité d'autant plus grande qu'aucune cause ne peut justifier le massacre d'enfants et de civils que condamnent les lois de la guerre.

Pour autant, le peuple palestinien, et en particulier gazaoui, n'est pas responsable de ces exactions et ne les revendique pas. C'est pourquoi la riposte meurtrière de l'armée israélienne est largement disproportionnée. Le déplacement de populations par des itinéraires obligatoires et sous des bombardements

incessants ne les épargnant pas et visant des infrastructures vitales (hôpitaux, infirmeries, écoles, centres de ravitaillement) sont également interdits par les lois de la guerre et n'ont donc aucune justification.

Une fois de plus l'on peut craindre que le présent conflit ne résolve rien sur de tels constats. L'appel à la raison n'est entendu ni d'un côté ni de l'autre. Des dirigeants des deux bords sont issus de sectes religieuses millénaristes qui annoncent le retour du Sauveur .

<sup>7</sup> Cf. Marius Schattner, « Fragile Union sacrée en Israël », *Le Monde diplomatique* n°836, novembre 2023, p.16

<sup>8</sup> Cf. Abaher El-Sakka, « Une double résistance », *Le Monde diplomatique* n°822, septembre 2022, p.18-19

<sup>9</sup> Cf. Denis Bauchard, « États-Unis-Iran : du Grand Satan au Grand Bargain » *Confluences Méditerranée*, n°88, janvier 2014 <https://www.caim.info/revue-confluences-mediterranee-2014-1-page-91.htm>

Les solutions avancées jusque-là, en particulier celle de l'institution de deux États en Palestine, proposées depuis l'origine du conflit pendant l'entre-deux guerres et après en 1948, sont celles qui ont fait échouer la partition et permis d'ériger un État juif puissant qui ne tolère pas d'autres responsables politiques que ceux de sa religion d'État. Ce faisant, comment pourrait-il accepter la rivalité d'un autre État religieux à ses frontières ?

Dans ces conditions, ne pourrait-on pas réexaminer la revendication de l'OLP jusqu'en 1988 : la création d'un seul État laïque palestinien où les deux communautés, parmi d'autres, pourraient apprendre à vivre ensemble, dans les limites de l'actuelle Palestine (Israël, Cisjordanie, bande de Gaza) ?



édité par le CREAL76 , décembre 2023

Comité de réflexion et d'action laïque de Seine-Maritime

[www.creal76.fr](http://www.creal76.fr)

[creal76@creal76.fr](mailto:creal76@creal76.fr)